qu'ici dans le 55ème bataillon, plus de 60 pour cent sont de langue française, bien que, dans cette province-ci, les gens de langue anglaise forment les deux tiers de la population. A Bathurst même 25 hommes se sont inscrits comme volontaires dans le 55ème, dont 2 seulement de langue anglaise."

Ce fait prouve que les canadiens français ont fait leur devoir. Je ne demande pas à mes concitoyens de s'enrôler, et s'ils me disent qu'ils l'ont fait, je leur presse les mains en les félicitant; mais je ne voudrais pas qu'une conscription les forçât de le faire, et je sais qu'ils seront toujours prêts à faire leur devoir sans y être forcés.

Dans le cas que j'ai mentionné, sur 25 hommes enrégimentés, deux seulement appartenaient à la nationalité anglaise. Est-ce là une proportion raisonnable?—Non. Mais, nous canadiens français, ne sommes pas poussés par cet état de choses à lancer des pierres contre l'Angleterre. Cet état de choses est sa propre affaire. Nous vivons dans un pays libre, où chacun a le droit de se faire enrôler, ou de s'en abstenir; mais quand des journaux de l'Ontario accusent les canadiens français de ne pas faire leur devoir, ils mentent; ils nous injurient, et cette besogne ne leur rapporte rien. Il vaut mieux s'efforcer d'unir les races; de concilier les diverses croyances religieuses; de respecter les droits de la minorité canadienne française dans l'Ontario, que de fouler aux pieds la constitution en usurant le contrôle de syndics d'école élus par le peuple pour le confier à une commission illégalement nommée par le gouvernement d'Ontario. Si cette dernière province se conduisait comme la province de Québec, le désir que manifeste l'Ontario de maintenir l'unité de l'empire britannique inspirerait une plus grande confiance aux canadiens français.

Je pourrais citer aussi les paroles de sir Robert Baden-Powell intitulées: "England's National Disgrace"—"Humiliation nationale de l'Angleterre"—au sujet de l'enrôlement. Il nous dit que les jeunes gens ne s'enrôlent pas; mais continuent à fréquenter les clubs et les cafés; assistent aux courses; aux parties de ballon (football,) plutôt que de s'enrôler pour défendre l'Angleterre attaquée. Telles sont les expressions dont se sert sir Robert Baden-Powell, le chef du mouvement inauguré pour l'organisation de "Corps d'éclaireurs". Puis, sir Robert parle ensuite de l'inertie nationale; de l'oisiveté et de l'égoïsme des jeunes gens—vice si répandu qu'il est devenu une honte nationale dans un temps de crise et de pressante nécessité.

Je ne voudrais pas, moi-même, traiter les anglais aussi durement. Je suis trop loyal

[L'honorable M. CHOQUETTE.]

pour cela, et je les respecte trop dans un pays de liberté comme le nôtre. Il n'y a pas de conscription, ici, et nos concitoyens sont libres de s'enrôler pour la guerre, ou de ne pas y participer. Mais quand je constate qu'un homme comme sir Robert Baden-Powell s'exprime comme je viens de le montrer, je dis qu'il n'est pas juste de traiter les canadiens français de la province de Québec comme on l'a fait.

Je pourrais aussi citer M. Doyle, ex-vice-président de la Royal Securities Corporation, qui a dit que les anglais devraient, faire plus qu'ils ne le font.

Je mentionne ces faits afin de faire comprendre que chacun doit assumer sa part de responsabilité.

Nous entendons souvent des discours. Nous en avons entendu un, la semaine dernière, à Québec—que nous ne pouvons pas naturellement, approuver. Certains orateurs vont trop loin. Je dois blâmer quelques Nationalistes—les ex-associés des membres du gouvernement fédéral actuel—je blâme certains de leurs discours. Ils continuent à parler aujourd'hui, comme ils le faisaient en 1911, alors qu'ils étaient stimulés par l'or de M. Ames. Nous devons désapprouver particulièrement certaines parties de leurs discours, bien qu'ils ne soient qu'une répétition de quelques unes des harangues prononcées par des membres du gouvernement actuel. Je le répète, ces orateurs vont trop loin; ils se font tort à eux-mêmes, et je prie les anglais de ne pas considérer les paroles de ces orateurs comme étant l'expression de l'opinion publique dans la province de Québec.

Je dois admettre que ces hommes sont sincères, puisqu'ils continuent à parler comme ils avaient coutume de le faire en présence des chefs tories qui les assistèrent en 1910 et 1911. Tous les moyens, alors, étaient bons—qu'ils fussent employés contre l'empire ou non: "Il fallait renverser le gouvernement Laurier," et les Tories se servaient de ces orateurs nationalistes pour combattre ce dernier, en leur fournissant les fonds dont ils avaient besoin. Ces orateurs continuent, aujourd'hui, leurs attaques, que je considère comme regrettables; mais je dois avouer qu'ils sont, au moins, conséquents, en blâmant, aujourd'hui, logiquement, quelques-uns des ministres actuels, tels que les honorables MM. Blondin, Patenaude et autres membres du Gouvernement actuel, qui agitent le drapeau britannique et agissent comme d'ardents impérialistes, bien que, pour arriver au pouvoir, ils piétinèrent sur ce même drapeau. Crier fortement pour la défense de